

AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

Premier mai

« **Les belles auront la folie en tête et les amoureux, du soleil au cœur** » (J.-B. Clément)

Fin de semaine

Si le temps est clément, le 1^{er} mai verra nombre des Suisses pour qui ce jour est congé (ce qui n'est de loin pas le cas de tous !) partir en week-end prolongé ; s'il pleut, ce sont les cinémas qui enregistreront une augmentation de leur chiffre d'affaire. Quoi qu'il en soit, les rares défilés qui auront lieu en Suisse connaîtront l'étiquette affluence des habitués, chacun derrière la bannière de son syndicat ou de son organisation politique...

Histoire

Le 11 novembre 1887, cinq militants ouvriers anarchistes (George Engel, Adolf Fischer, Louis Linn, Albert R. Parsons, August Spies) sont victimes de la répression (quatre sont pendus et le cinquième se fait exploser avant l'exécution) qui s'était abattue sur le mouvement ouvrier suite à l'offensive revendicative lancée par les syndicats des États-Unis et du Canada le 1^{er} mai 1886 en vue de l'obtention de la journée de 8 heures. C'est là l'origine de la journée du 1^{er} mai.

Son internationalisation sera le fait du « *citoyen Raymond Lavigne, délégué du parti ouvrier et des syndicats de la Gironde, qui la fit adopter au congrès international de Paris en juillet 1889.* [...] Ainsi, marquée à l'origine et nationalement du sceau anarchiste, la journée du 1^{er} mai était finalement "internationalisée" par les marxistes »¹...

Dans la rue

Cette journée est aujourd'hui, en Suisse comme ailleurs, totalement sous le contrôle d'organisations politiques et syndicales qui, le reste de l'année, sont occupées à co-gérer la société avec les privilégiés du système. Autant dire que cette journée



s'apparente plus à une représentation théâtrale, à une cérémonie rituelle qu'à un rassemblement libre et combatif.

Mais, malgré tout, nous ne boudons pas cette journée, et nous espérons que s'y trouveront des individus qui, comme nous, veulent agir à la base, loin de toutes les bureaucraties. Et s'il faut une seule raison à notre présence, rappelons que la journée de travail de 8 heures, pour laquelle ont été tués les cinq de Chicago, n'est toujours pas une réalité pour beaucoup de travailleurs suisses.

G. Amista

1. Jean Maitron, Le Mouvement ouvrier anarchiste en France, T. 1, Maspero, 1975

NOM DE NOM !

Entre autres compétences, les capitalistes excellent dans la manipulation du langage. Ainsi, certains mots, trop explicites, deviennent grossiers à l'usage. Il faut alors leur substituer des euphémismes: « Ressources humaines » à la place de « Service du personnel », par exemple. Les promoteurs de ces changements préfèrent s'auto-proclamer « néo-libéraux »: c'est moins sale et moins « connoté luttes sociales » que « capitalistes ». On a même vu, il y a quatre ans à l'occasion des élections au Conseil d'Etat, les droitards genevois s'emparer, en guise de slogan, d'un titre de Léo Ferré, lequel ne cachait pas ses sympathies libertaires: « Sept extra ! ». Champions du glissement sémantique, les tenants du « politically correct » imposent de nouvelles désignations: les balayeurs deviennent des « techniciens de surface ».

La gauche, elle, suit le mouvement, avec toutefois beaucoup moins d'aisance et de clinquant que ses « adversaires » politiques — certains mots disparaissent du lexique, on chuchote « prolétariat », on crachote « communisme » —. Mais il est un mot qui, en notre fin de siècle, lui donne des frissons tellement il est ringard. Si obscène qu'au risque du pire ridicule, on renomme la fête qui porte son nom: le 1^{er} mai s'appelle désormais Fête revendicative.

Capitalisme

D'étranges experts et leurs drôles d'idées

Nécrologie

Le Cadavre d'un certain mois de mai

Éducation

La Ruche de Sébastien Faure

AUJOURD'HUI

sur Internet

www.tao.ca/~cas/aujourd.html

Suisse

Un bon chien ne mord pas son maître

Pour expliquer tout et n'importe quoi, les journalistes font appel à des spécialistes. C'est la caution scientifique qui dicte ce qu'il est raisonnable de penser.

A ce sujet, un article de la Tribune de Genève du 2 avril 1998, ayant trait au meurtre d'un patron par son employé à Vernier, a particulièrement mis en lumière cette façon de faire.

Pour expliquer le cas, le journal s'est empressé de s'adresser à une spécialiste, en l'occurrence une psychologue faisant partie d'une équipe de chercheur de l'Université de Neuchâtel qui « lorsqu'il s'agit de sonder les défaillances et les risques de dérapage de la société se situe à l'avant-garde ». Autant dire qu'en la matière, il serait difficile de trouver plus qualifié. Mais qualifié en quoi ?

Pour notre psychologue, l'environnement du travailleur, l'organisation sociale est une donnée fixe qui ne fait pas l'objet d'un questionnement (le journaliste regrette d'ailleurs que « beaucoup de gens ne comprennent ou n'admettent pas ces données »). Seule l'intéresse ce qu'un fonctionnaire du BIT, lui aussi appelé à la rescousse par le journaliste, appelle la « manifestation de graves dysfonctionnements ». Et dans le dispositif de l'entreprise, ce qui dysfonctionne c'est l'employé, car « Le travail change de nature, de même que notre relation au travail. Les familles vont devoir s'organiser autrement au sein du triangle revenus - activités - loisirs ». En fait, le chauffeur meurtrier de son chef était un inadapté social qui n'a pas su psychologiquement s'adapter parfaitement aux nouvelles exigences de l'exploitation. Pourtant il promettait, travaillant depuis 12 ans sur appel, « par-



ticulièrement bien noté de ses patrons ». Mais voilà, il n'a pas supporté un durcissement passager de sa situation et « C'est selon toute vraisemblance une tragédie motivée par le désarroi, le sentiment d'humiliation et la colère. Il suffit alors du moindre pépin pour que toute cette violence intériorisée explose. A cet instant-là, il est logique de faire du patron un bouc émissaire. C'est beaucoup plus facile pour l'employé de déplacer la faute de ce qui lui arrive sur son supérieur, plutôt que de se remettre en question, de se demander s'il n'a pas lui-même mal géré sa carrière ». Les conditions de travail, salariales n'intéressent pas un instant notre psychologue, ce qui est en cause, c'est l'incapacité du travailleur à gérer ce qu'elle a l'indécen-

ce d'appeler une « carrière ». Tout cela est dans l'ordre des choses car « C'est un mécanisme de défense naturel ». On est atterré devant cette psychologie de bazar qui est en fait un cours de gestion en ressources humaines où l'on nous invite à faire la différence entre deux types d'employés, ceux qui « sont flexibles, solidement bardés de leurs compétences, dotés d'une bonne démarche de vendeur et conscients de leur valeur ajoutée. Ceux-là s'en sortiront bien et sauront profiter de la souplesse du système » et ceux qui « n'auront jamais les moyens d'intégrer ces nouveaux processus, d'utiliser une place donnée à un moment donné, de s'en servir dans leur intérêt personnel pour se former et rebondir plus haut par la suite ». Et voilà la sentence, car l'analyse du cas particulier ne vise qu'à cela, il faut dégager ce que les fabulistes appelaient une morale, en l'occurrence celle dite de la jungle (s'adapter ou crever... et revoilà le darwinisme social).

Pour notre psychologue, l'être humain pour être normal doit adopter un fonctionnement d'adaptation perpétuelle à des données sociales et économiques qui lui sont imposées. S'il ne supporte pas ou n'accepte pas cet état de fait, cette incontestable réalité, c'est qu'il est malade. Le fonctionnaire du BIT souligne que cette maladie, lorsqu'elle se manifeste violemment, pose problème car « elle représente un coût énorme pour les entreprises ».

On est en droit de remettre en question le travail et la valeur de ces spécialistes et experts qui, s'abritant derrière un paravent pseudo-scientifique, livrent de purs manifestes idéologiques, seulement attentifs à légitimer l'ordre existant des choses, et à veiller à ce que les dégâts ne soient pas trop élevés. Pour cela ils « voient peu de moyens pour résister à la mutation du monde du travail », « à part la prévention et l'éducation des nouveaux citoyens » (c'est nous qui soulignons).

G. Amista

1. Toutes les citations de cet article sont tirées de la Tribune de Genève du 2 avril 1998, page 3

Nécrologie

Le mois de mai 1968

Les rétrospectives télévisuelles et photographiques abondent, tous les magazines y vont de leur numéro spécial...

A Genève, certains ont eu l'excellente idée de concocter un festival des films de l'époque, dont l'une des parties s'intitule, Ô génie !, *Sous les pavés, l'image* (Dans le fauteuil, le cul eût été plus approprié). Dans Le Temps du 23 avril, Bernard Guetta, du Nouvel Observateur (tiens ?!) se fend d'une chronique lyrico-sentimentale, véritable foire à l'adjectif ampoulé, délicieusement intitulée « L'année merveilleuse » où nous est servi un condensé (remercions, au passage, l'auteur de son obligeance : il « sorbonnise » sur trois colonnes, là où d'autres y vont de leur 300 pages) de la bêtante antienne des ex-jeunes gens « follement sérieux » sur cette « génération [...] présomptueuse, bête-ment irrespectueuse mais [qui] a changé le monde », qui « inventait le radicalisme réformateur [sic!], mélange de romantisme iconoclaste et de sage pragmatisme » et réalisait la mutation d'une gauche qui rompit « avec le mythe du grand soir » (entendez, la révolution), marquant « le commencement de la fin » du « siècle du communisme ». Voilà, tout y est, l'explication générationnelle et la fonction historique de l'événement (éradication du modèle stalinien et institution de la normalité démocratique), et cela permet de se féliciter de l'ordre social actuel où, ma foi, il faut plutôt bon vivre et se reposer des folies de l'avant-veille.

La création d'un événement, sa commémoration périodique, c'est sa simplification et sa fossilisation dans un état qui intéresse tous les conservatismes sociaux. Face au rouleau compresseur des idées toutes faites et des péroraisons convenues, ceux qui, jeunes ou moins jeunes, gens de 68 ou nés en 1980, ont toujours à cœur la création d'une société réellement démocratique et libertaire, aussi éloigné des modèles marxistes autoritaires que du capitalisme, sauront trouver, comprendre et utiliser ce qui en 1968 — comme, par exemple, dans la Commune de Paris ou la Révolution espagnole — allait dans ce sens, et qui peut encore, aujourd'hui, être valable pour la pensée et l'action. Ceux-là ne se soucieront pas d'une commémoration d'anciens combattants qui confondent la fin de leur jeunesse et l'abandon du peu d'humanité que ces derniers avaient alors, avec la faillite de l'idéal révolutionnaire ; ils ne s'arrêteront pas aux explications socio-historiques sur les trente-glorieuses, les yésés, et une société qui, pour le cas français par exemple, changea de façon si radicale qu'elle se précipita des bras de De Gaulle dans ceux de Pompidou.

Les événements font la joie des journalistes et des musées, ces fossoyeurs. Nous leur abandonnons, sans regret, leur cadavre de 68.

G. Amista

Marché aux goux

Le travail sur appel est la forme ultime de flexibilisation du travail, réclamée, à corps et à cris par le patronat. Il en existe plusieurs variantes, qui diffèrent simplement par le degré de soumission à l'employeur. Le principe est que l'employeur fait appel à son employé lorsqu'il en a besoin: l'employé doit donc se tenir prêt à se rendre à son lieu de travail. Les dispositions contractuelles qui lient employeur et employé vont du néant le plus strict (pas de contrat de longue durée, chaque période de travail est un contrat en soi et est payée à la fin d'icelle) à des formules plus « contraignantes » pour l'employeur, qui fait appel à des employés inscrits sur ses listes de personnel. Dans ce dernier cas, l'employeur a certaines obligations envers ses employés. A noter: la forme la plus brute de travail sur appel fait bien évidemment penser au temps où les journalistes allaient proposer leur force de travail à des employeurs, chaque jour, à un lieu donné, en risquant de ne pas travailler chaque jour et d'être choisis par les contre-maîtres en fonction de critères subjectifs et discriminatoires.

L'annualisation du temps de travail, avec laquelle l'Union Syndicale Suisse semble être en parfait accord, puisque celle-ci fait partie de l'accord récemment négocié avec le patronat, représentée à nos yeux une forme de travail sur appel, particulièrement sournoise, puisque sans en porter le nom, elle en reprend certaines caractéristiques fondamentales, à savoir la mise à disposition du travailleur, à l'année longue, à son patron.

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle
Editeur resp.: Claude Cantini.
Tirage: 200 ex.
Adresse:
AUJOURD'HUI
c/o Aide Mutuelle
case postale 664, 1211 Genève 4
CCP: 17-471708-7
Web:
www.tao.ca/~cas/aujourd.html
e-mail: edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca

A 3 mois (12 n°): 15 FS, soutien 25 FS
B 6 mois (24 n°): 30 FS, soutien 50 FS
O 12 mois (48 n°): 60 FS, soutien 100 FS
N Etranger et commandes groupées,
N contactez-nous.
E Règlement par CCP n° 17-471708-7
M Adresse: **AUJOURD'HUI** c/o Aide
E Mutuelle
N case postale 664, 1211 Genève 4
T e-mail: edam.ch@tao.ca ou
S cas.ch@tao.ca

Le sens des nuances

« Le Temps » fait ses choux gras des problèmes financiers de Josef Zisyadis

Dans sa livraison du 24 avril, « Le Temps » nous apprend que le POP va lancer une souscription à l'intention de son magistrat déchu. Après presque deux ans avec un salaire de ministre de 17'000 francs par mois, Josef devrait désormais se contenter des 3'500 francs que peut lui payer le Parti au titre de permanent politique. A la différence de ceux qui ont fait une législature complète, comme Jean-Jacques Schwaab qui va désormais toucher le 47% de son salaire, Josef a été remercié avec seulement un « petit » capital de retraite bloqué de 100'000 francs. Et l'on nous explique que son passage au Conseil d'Etat lui a permis de rembourser ses dettes, mais pas de faire des économies... La presse de droite cultive l'art de chercher la paille dans l'œil du voisin plutôt que la poutré qui est dans le sien. Comment un journal qui annonce sur une page entière un séminaire « sur les fonds de placement » organisé par ses soins (à 300 francs par participant) et qui consacre deux à trois pages chaque jour aux cours de la Bourse, peut-il se permettre de faire la morale à un type qui a empoché quelques

gros billets en faisant de la politique? Pourquoi, par exemple, « Le Temps » ne nous a-t-il pas expliqué, par le menu, ce que Jean-Pascal Delamuraz touche comme retraite du Conseil fédéral? Pourquoi la liste des Conseils d'administration dans lesquels il siège désormais, en remerciement pour ses bons et loyaux services, ne figure-t-elle pas en première page de ce canard qui se veut si « objectif »?

Les politiciens de gauche devraient-ils être plus vertueux que ceux de droite? Gourmandise et autres plaisirs des sens seraient-ils chez eux de plus « vilains défauts » que chez les autres? N'en déplaise à certains calvinistes de façade, ce n'est pas tant la thune que Josef a pu se faire durant son passage au Conseil d'Etat qui nous préoccupe. Dans cette affaire, les questions importantes sont d'ordre politique. Il serait intéressant de se demander si l'aventure de Josef a rapporté quoi que ce soit aux exploités de ce canton? Si elle a, un tant soit peu, aidé les mouvements de résistance qui se sont manifestés dans la fonction publique ou ailleurs? A ces deux questions nous sommes obligés de répondre par la négative, et c'est là tout le problème. **M. A. & E. B.**

Education

Dossier éducation libertaire (II)

L'éducation, l'enseignement et la pédagogie figurent parmi les premières préoccupations des libertaires. Tant au point de vue théorique que pratique, les libertaires ont fait et font preuve d'originalité, et sont à l'origine des réflexions et expériences les plus progressistes. C'est cet aspect de la pensée libertaire que le collectif d'Aujourd'hui se propose de présenter à ses lecteurs dans une série d'articles consacrés aux théoriciens et praticiens, aux expériences éducatives qui ont jalonné l'histoire du mouvement libertaire. Le premier article de la série, Paul Robin: l'éducation intégrale, est paru dans Aujourd'hui n° 7, 20 mars 1998

La Ruche de Sébastien Faure

Sébastien Faure (1858 - 1942) ne vient aux idées libertaires qu'à l'âge de trente ans environ : il se destine tout d'abord aux ordres, et effectue même un noviciat de 18 mois. A la mort de son père, il s'occupe du commerce familial, avant de travailler comme inspecteur dans une compagnie d'assurances. Remplaçant peu à peu sa foi chrétienne par l'adhésion aux idées socialistes, il se présente, sans succès, aux élections législatives à Bordeaux en 1885 sous la bannière du Parti Ouvrier guesdiste. Lors des années 1887-1888, sous l'influence des écrits de Kropotkine et Reclus, sa pensée évolue vers les idées libertaires auxquelles il restera fidèle le reste de sa vie. Installé à Paris dès 1888, orateur hors du commun et infatigable propagandiste, il se consacre à la propagation des idées anarchistes, dont il a été l'un des meilleurs vulgarisateurs, de par les journaux et périodiques qu'il a dirigés, mais surtout par ses conférences, toujours organisées avec le plus grand soin.

Ce sont le souci de laisser une œuvre durable, la forte impression laissée par l'expérience de Paul Robin (voir *Paul Robin: l'éducation intégrale*, Aujourd'hui n° 7, 20 mars 1998), ainsi qu'une certaine lassitude des discours et de l'agitation qui poussent Sébastien Faure à s'intéresser à l'éducation au point de fonder une école, La Ruche, en 1904. Au contraire de Robin, Faure cherche immédiatement à s'affranchir de la tutelle que représente la dépendance à l'Etat, et de l'illusion que le système éducatif puisse tolérer, en son sein, des expériences révolutionnaires. La Ruche sera donc indépendante de l'Etat (on la désignerait aujourd'hui par le vocable d'« école privée »), et les fonds nécessaires sont tout d'abord fournis par Faure lui-même, qui y consacre l'essentiel des revenus tirés de ses conférences. Mais Faure se rend vite compte qu'il substitue une dépendance à une autre: quasi seul à pourvoir aux besoins de la Ruche, il en fait sa chose et suspend son existence à la sienne propre. De plus, la Ruche, par son manque de liens réels, est confinée à une certaine marginalité dans le mouvement révolutionnaire. Voilà pourquoi, en 1907, Faure développe le concept de coopérative



intégrale, l'éducation libertaire incluse dans une lutte globale autogestionnaire, concept qu'il présente en assemblée plénière de la Bourse des coopératives socialistes.

C'est cet aspect particulier de la Ruche qu'il nous semble adéquat de présenter ici, tant l'aspect purement pédagogique de la Ruche s'identifie à s'y méprendre à l'expérience de Cempuis menée par Paul Robin. Pour bien comprendre comment il a été possible que la Ruche ait pu fonctionner, pendant une dizaine d'années, effectivement comme une coopérative, il faut savoir que dans cette France du début du siècle, le syndicalisme est encore majoritairement révolutionnaire. Le prolétariat avait compris, selon Faure, que lui seul produisait tout, et qu'il représentait également une grande force de consommation. Voilà pourquoi l'on voit émerger en France nombre de coopératives, regroupées en une Bourse. Ces organisations représentent le moyen, aux yeux des syndicalistes, de commencer à maîtriser les processus de production et de consommation, en un mot, de poser les premières pierres de la société nouvelle qui verrait le jour après la révolution.

En insérant un projet éducatif libertaire dans cette action économique révolutionnaire, Faure pose un geste fondamental : celui de donner au prolétariat un pouvoir non seulement sur les rapports de production, mais

aussi sur l'éducation. Libérée de toute contrainte, la Ruche appartient à ceux qui y apprennent, à ceux qui y travaillent. Le projet éducatif n'est à aucun moment remis en question par une quelconque autorité extérieure, et ne risque pas de devoir se soumettre à quelque compromis que ce soit.

A partir de 1907 donc, la Ruche finance, en partie – Faure continuera à alimenter la caisse de sa poche jusqu'à la mort de cette école – ses activités par la vente dans le réseau coopératif de ses produits d'élevage et d'agriculture (miel, œufs, fromage, etc.). Une cinquantaine d'enfants de 6 à 16 ans participent à la vie de la coopérative tout en poursuivant leurs divers apprentissages. Les enseignants, recrutés avec soin, sont tous bénévoles. Pour leurs besoins particuliers, ils puisent à une caisse commune. De plus, d'autres adultes, camarades et sympathisants, viennent faire profiter la Ruche de leur force de travail, qui de leurs compétences. Une assemblée générale hebdomadaire, réunissant les adultes et les plus grands des enfants traite des affaires courantes de la coopérative.

Plus que la guerre de 14-18, avec son cortège de difficultés économiques et de pénuries, c'est la mutation du mouvement syndical révolutionnaire, adhérant aux thèses réformistes ou marxistes, qui signifie l'arrêt de la Ruche en 1917. L'autoémancipation des travailleurs n'étant plus une idée au goût du jour (le salut viendra par la prise du pouvoir par des partis marxistes...), le mouvement coopératif autogestionnaire s'essouffle et les organisations syndicales se désintéressent peu à peu de la Ruche. Les difficultés économiques en résultant et la guerre font jeter l'éponge à Sébastien Faure, qui ne peut même plus tirer profit de ses conférences: « [...] *durant les hostilités, il était ordonné aux uns de tuer ou de se faire tuer et interdit aux autres de parler.* »

F. Mirail

Prochain article: Francisco Ferrer et l'« escuela moderna »